

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 18 octobre 1902.

N^o 76.

Samstag, 18. October 1902.

Concours pour la construction d'une Ecole industrielle et commerciale à Luxembourg.

Il est ouvert entre les architectes de nationalité luxembourgeoise un concours public pour l'élaboration de projets pour la construction d'une école industrielle et commerciale à Luxembourg.

Le programme et le plan de l'emplacement seront délivrés gratuitement sur demande écrite, à adresser à l'administration des travaux publics.

Le terrain sur lequel les constructions seront à élever est de niveau.

Aucune situation des constructions n'est indiquée. La disposition en restera abandonnée à la conception des concurrents.

Locaux nécessaires à l'école.

Au sous-sol.

1) Le logement du concierge, avec entrée séparée de la route, se composera d'une chambre commune, 3 à 4 chambres à coucher, les privés, cuisine et caves ;

2) les locaux pour le chauffage central ;

3) des ateliers, les dépôts de combustible et les dépôts en général.

Salles de classe.

L'établissement projeté devra comprendre 12 salles de classe à 40 élèves et 6 à 30 élèves, ainsi que 3 salles d'études à 70 élèves. Ces salles seront à installer au rez-de-chaussée et au premier étage et devront répondre sous tous les rapports aux derniers principes de l'hygiène scolaire.

Concurrenz-Programm zum Neubau einer Industrie- und Handelsschule in Luxemburg.

Zur Ausarbeitung von Entwürfen für den Neubau einer Industrie- und Handelsschule in Luxemburg wird hiermit ein öffentlicher Wettbewerb zwischen Architekten luxemburger Nationalität ausgeschrieben.

Programm und Lageplan werden auf schriftliches, an die Bau-Verwaltung zu richtendes Verlangen kostenlos verabreicht.

Das auf dem Lageplan als Ballplatz bezeichnete Areal ist als horizontal anzunehmen.

Eine bestimmte Lage des Gebäudes innerhalb des Bauplatzes wird nicht vorgeschrieben. Die Anordnung des Ganzen bleibt dem Ermessen der Concurrenten überlassen.

Die Raumbedürfnisse sind folgende :

Im Untergeschoß

1) Wohnung des Pfortners (mit separatem Eingang von der Straße), bestehend aus einem Wohnzimmer, 3 — 4 Schlafzimmern, Abort, Küche und Keller.

2) Räume für die Centralheizung.

3) Werkstätten, Kohlen- und Lagerräume.

An Classenräumen

werden verlangt 12 Classensäle zu 40 Schülern, 6 Classensäle zu 30 Schülern und 3 Studiosäle zu 70 Schülern. Diefelben sind auf dem Erdgeschoß und im ersten Stock vertheilt anzumenden und müssen in jeder Hinsicht den Anforderungen moderner Schulygiene entsprechen ; außerdem

Au rez-de-chaussée.

- 1) La loge du portier à mettre en communication directe avec son logement par un escalier;
- 2) le bureau du directeur de 30 à 35^{m²};
- 3) le parloir de 25 à 30^{m²}, à disposer à côté du bureau du directeur;
- 4) une salle des curateurs, de 20 à 25^{m²};
- 5) une salle des conférences avec vestiaire de 60 à 70^{m²};
- 6) une salle pour les cartes géographiques, de 20^{m²}.

Au premier étage.

- 1) La bibliothèque, de 120 à 130^{m²};
- 2) une salle pour les collections, de 100^{m²};
- 3) une salle des répétiteurs, 25^{m²};
- 4) une salle pour les cartes géographiques, de 20^{m²}.

Au second étage.

- 1) Deux salles de dessin, de 100^{m²} chacune, pour le dessin géométrique et le dessin à main levée. La salle pour le dessin à main levée devra être pourvue d'un éclairage ample à prendre du côté nord;
- 2) à côté de chaque salle de dessin une annexe de 25 à 30^{m²} pour les modèles et les planches.
- 3) *Cours de physique*: un auditoire de 100^{m²}, exposé pendant quelques heures aux rayons directs du soleil; un cabinet du professeur, de 50 à 60^{m²}; une salle pour les instruments et les collections, de 80 à 90^{m²};
- 4) *Cours de chimie*: un auditoire, de 90^{m²}; un cabinet de professeur, de 50 à 60^{m²}; un laboratoire, de 90 à 100^{m²};
- 5) une salle des archives, de 30^{m²};
- 6) un musée des marchandises, de 120 à 130^{m²};
- 7) une salle des garçons.

Les corridors devront être spacieux, afin de pouvoir servir de récréation pendant le mauvais temps.

Il sera nécessaire de prendre des dispositions pour que les vêtements des élèves soient déposés en dehors des salles de classe.

im Erdgeschoß.

- 1) Pförtnerloge mit der Wohnung durch Treppe direkt verbunden.
- 2) Bureau des Direktors 30—35 m².
- 3) Sprechzimmer neben dem Direktorzimmer 25—30 m².
- 4) Curatorenzimmer 20—25 m².
- 5) Konferenzzimmer mit Garderobe 60—70 m².
- 6) Kartenzimmer 20 m².

Im ersten Stockwerk.

- 1) Bibliothek 120—130 m².
- 2) Zimmer für die wissenschaftlichen Sammlungen 100 m².
- 3) Repetentenzimmer 25 m².
- 4) Zimmer zur Aufbewahrung der geographischen Karten 20 m².

Im zweiten Stockwerk.

- 1) Zwei Zeichensäle von je 100 m² für geometrisches- und Freihandzeichnen. Der Saal für Freihandzeichnen muß reichlich Licht von Norden erhalten.
- 2) Neben jedem Zeichensaal ein Zimmer zur Aufbewahrung der Vorlagen 25—30 m².
- 3) Abtheilung für Physik: 1 Hörsaal 100 m² mit direktem Sonnenlicht während einiger Stunden der Schulzeit.
 - 1 Zimmer für den Lehrer der Physik 50—60 m².
 - 1 Saal zur Aufbewahrung der Sammlungen und physikalischen Apparate 80—90 m².
- 4) Abtheilung für Chemie: 1 Hörsaal 90 m².
 - 1 Zimmer für den Lehrer 50—60 m².
 - 1 Experimentirsaal 90—100 m².
- 5) Archiv Raum 30 m².
- 6) Handelsmuseum 120—130 m².
- 7) Zimmer für die Schuldiener.

Die Corridore sind geräumig anzulegen, so daß sie bei schlechtem Wetter zur Erholung benutzt werden können.

Auch ist für die Unterbringung der Schülergarderobe außerhalb der Classenzimmer zu sorgen.

Des privés pour les professeurs devront être prévus à chaque étage.

Les latrines pour les élèves (18 cabinets et 24 urinoirs) seront à disposer dans la cour de récréation. Ces latrines et le bâtiment principal seront à relier par une galerie couverte.

La salle de gymnastique

avec vestibule, vestiaires et galeries latérales, d'une superficie totale de 400^m², seront à disposer de manière que le mobilier et les engins puissent en être démenagés facilement et de pouvoir servir également de salle de fêtes.

Il sera avantageux de relier la salle de gymnastique au bâtiment principal par une galerie couverte.

La construction nouvelle devra être projetée en vue d'un agrandissement futur. Un emplacement sera à réserver pour une habitation éventuelle du directeur, à mettre en communication avec l'établissement au moyen d'une galerie couverte.

Le choix du style de l'architecture est libre.

Une composition simple, mais caractéristique, et un groupement en rapport avec la destination et la situation des constructions seront préférés à des déploiements de richesse en formes architecturales.

Les concurrents auront à produire les dessins et pièces écrites suivants :

- 1) Un plan de situation 1 : 1000 ;
- 2) Les coupes horizontales de tous les étages et de tous les bâtiments, 1 : 100 ;
- 3) Deux coupes verticales principales, 1 : 100 ;
- 4) Façades principales, 1 : 100 et une partie de façade, 1 : 50 ;
- 5) Un plan des égouts et un détail d'une ou de plusieurs de leurs parties importantes ;
- 6) Les plans d'une salle de classe de 40 resp. de 50 élèves avec le mobilier scolaire, 1 : 50 ; joindre le calcul de la surface de la classe, de la surface vitrée et du cube d'air par élève ;
- 7) Une vue perspective du bâtiment principal, d'un point d'observation arbitraire de l'emplacement ou de la rue contigue. Hauteur de l'œil au-dessus du niveau de la rue : 1^m70. Les par-

In jedem Geschoße sind Aborte für die Professoren vorzusehen.

Die Schüleraborte (18 Sitze und 24 Bissoirstände) sind auf dem Schulhof anzulegen und durch gedeckte Gänge mit dem Hauptbau zu verbinden.

Die Turnhalle

mit Vorplatz, Garderoben und seitlichen Galerien von zusammen 400 m² ist so anzulegen, daß dieselbe leicht geräumt und als Festsaal benutzt werden kann.

Eine gedeckte Verbindung derselben mit dem Hauptbau ist erwünscht.

Der Neubau muß leicht vergrößerungsfähig sein; auch ist ein Hauptplatz für eine eventuelle Direktorenwohnung zu reservieren, die vom Hauptbau getrennt anzulegen, jedoch durch einen gedeckten Gang mit der Anstalt verbunden ist.

Die Wahl des Architekturstils ist freigestellt.

Es wird mehr Werth gelegt auf eine einfache aber charakteristische Ausbildung und Gruppierung hinsichtlich des Zweckes und der Situation des Gebäudes als auf die Anwendung reicher Architekturformen.

An Zeichnungen und Schriftstücke werden verlangt :

- 1) Ein Situationsplan 1 : 1000.
- 2) Die Grundrisse sämtlicher Geschoße aller Gebäude 1 : 100.
- 3) Zwei Haupt-Schnitte 1 : 100.
- 4) Zwei Hauptfaçaden 1 : 100 und eine Façadenabtheilung 1 : 50.
- 5) Ein Plan der Abflußkanäle mit einem Detailplan eines oder mehrerer ihrer wichtigsten Theile.
- 6) Der Plan eines Schulzimmers für 40 Schüler und eines Schulzimmers für 50 Schüler mit allem Mobiliar 1 : 50; dazu Berechnung der Grund- und Lichtflächen sowie des Luftraumes pro Schüler.
- 7) Eine perspektivische Darstellung des Hauptgebäudes von einem beliebig zu wählenden Punkte des Platzes oder der anliegenden Straßen aus. Augenhöhe 1 m 70 über Straßenoberfläche. Die

ties du bâtiment principal situées dans le plan du tableau seront à dresser à l'échelle de 1 : 50 ;

8) Une estimation de la dépense par mètre cube de l'espace occupé par les constructions (pour le bâtiment principal à mesurer du sol de la cave à l'arête supérieure de la corniche) ;

9) Un mémoire justificatif avec indication des matériaux de construction à employer, des systèmes de chauffage, de ventilation et d'éclairage.

La dépense totale des constructions : bâtiment principal, latrines et salle de gymnastique, y compris l'installation du chauffage, de la ventilation, de la conduite d'eau, de la canalisation et des honoraires de l'architecte, mais non compris le mobilier, ne devra pas dépasser la somme de 560,000 francs.

Les projets d'une dépense supérieure ou dont l'exécution serait, d'après l'avis des membres du jury du concours, non réalisable au moyen de cette somme, ne sont pas pris en considération.

Les projets devront répondre aux règlements de la police des bâtiments en vigueur.

Les dessins devront, avant tout, être d'une représentation simple. Seulement les dessins à une teinte seront admis et ceux qui ne sont pas dressés conformément à cette clause seront écartés du concours.

Les projets devront être présentés jusqu'au 1^{er} mars 1903 inclusivement, avant 6 heures du soir. Après cette date et heure des projets ne seront plus admis au concours.

Tous les dessins et pièces écrites devront porter une devise, et une enveloppe fermée et annexée au projet avec la même devise renfermera le nom de l'auteur du projet.

Le jury du concours sera composé de MM.

1^o Félix Genzmer, conseiller, architecte de la ville de Wiesbaden ;

2^o Emile Hellemans, architecte, membre du conseil supérieur d'hygiène publique à Bruxelles ;

3^o André-Félix Narjoux, architecte de la ville de Paris ;

4^o Albert Rodange, ingénieur en chef des travaux publics à Luxembourg ;

in der Bildebene liegenden Theile des Hauptgebäudes sind im Maßstabe 1 : 50 aufzutragen.

8) Eine Kostenberechnung nach cbm umbauten Raumes (beim Hauptgebäude vom Kellerfußboden bis Oberkante Hauptgestims gemessen).

9) Ein Erläuterungsbericht mit Angabe der vorgeschlagenen Baumaterialien, der Heizungs-, Lüftungs- und Beleuchtungssysteme.

Die Herstellungskosten für Hauptgebäude, Aborte und Turnhalle dürfen die Summe von 560,000 fr. einschließlich Heizung, Beleuchtung, Lüftung, Wasserleitung, Canalisation, Bauleitung und Architektenhonorar, jedoch ohne Mobiliar, nicht überschreiten.

Projekte mit wesentlich höherer Kostensumme oder solche deren Ausführung nach dem Urtheile der Preisrichter für die obige Summe nicht möglich ist, werden nicht in Betracht gezogen.

Die Entwürfe müssen den z. B. gültigen Baureglementen entsprechen.

Bei den Zeichnungen wird besonderer Wert auf eine übersichtliche und einfache Darstellung gelegt. Es sind nur einfarbige Zeichnungen zulässig. Diesen Bedingungen nicht entsprechende Zeichnungen bleiben unberücksichtigt.

Die Entwürfe sind bis zum 1. März 1903 einschließlich vor 6 Uhr Abends einzureichen. Nach diesem Termine werden keine Arbeiten zur Konkurrenz mehr zugelassen.

Sämmtliche Zeichnungen und Berichte sind mit einem Motto zu versehen und in einem beigegebenen verschlossenen Couvert mit demselben Motto ist der Name des Verfassers anzugeben.

Das Preisrichteramt haben übernommen :

1) Hr. Felix Genzmer, Königl. Baurath und Stadtbaumeister in Wiesbaden ;

2) Hr. Emil Hellemans, Architekt, Mitglied des Obergesundheitsrathes in Brüssel ;

3) Hr. Andr. Felix Narjoux, Architekt der Stadt Paris ;

4) Hr. Albert Rodange, Oberbauingenieur in Luxemburg ;

5° Jean-Pierre *Henrion*, conseiller de Gouvernement à Luxembourg.

Les primes en espèces sont fixées:

la première prime à 3000 frs.
la deuxième prime à 2000 »
la troisième prime à 1000 »

Il sera loisible aux membres du jury de répartir, le cas échéant, autrement la somme totale des primes, et de ne pas accorder l'une ou l'autre.

Les projets primés resteront propriété de l'Etat. L'Etat se réserve encore le droit d'acquérir au prix de 1000 frs. l'un ou l'autre projet non primé.

L'Etat ne prend aucun engagement de faire exécuter un projet primé; par contre les auteurs seront tenus de les mettre éventuellement en exécution, de se charger de la direction et de la surveillance, de la vérification et du règlement des mémoires, ainsi que des réceptions provisoires et définitives des travaux et fournitures, le tout sous leur propre responsabilité. Il sera alloué alors des honoraires à raison de 5% de la dépense, après en avoir défalqué le montant de la prime accordée.

L'administration des travaux publics se réserve en outre le droit de vérifier et de contrôler les plans, les dessins de détail et d'exécution, les calculs, les travaux et fournitures, ainsi que les procès-verbaux de réception, sans que l'architecte chargé de l'exécution puisse être déchargé de la responsabilité dont mention ci-dessus.

L'exposition publique des projets aura lieu un jour avant le jugement et restera ouverte huit jours après le jugement.

Après cette exposition les travaux non primés ou non acquis seront rendus à leurs auteurs.

Luxembourg, le 15 octobre 1902.

Le Directeur général des travaux publics.
Ch. RISCHARD.

b) Hr. Regierungsrath J. P. Henrion in Luxemburg.

Es werden im ganzen drei Preise vertheilt:

1. Preis 3000 Fr.
2. Preis 2000 Fr.
3. Preis 1000 Fr.

Eine andere Vertheilung der ganzen Preissumme bleibt den Preisrichtern vorbehalten, sowie auch die Nichtvertheilung der einen oder andern Prämie.

Die preisgekrönten Entwürfe werden Eigenthum des Staates. Außerdem behält sich der Staat das Recht vor, auch nicht preisgekrönte Entwürfe zum Preise von je 1000 Fr. zu erwerben.

Der Staat ist nicht verpflichtet, einen der prämirten Entwürfe ausführen zu lassen, jedoch sind die preisgekrönten Bewerber gehalten, ihre resp. Projekte eventuell zur Ausführung zu bringen, sowie die Bauleitung, die Bauaufsicht, die Prüfung und Feststellung der Rechnungen, sowie die provisorischen und definitiven Abnahmen der Arbeiten und Lieferungen auf ihre eigene Verantwortlichkeit zu übernehmen. In diesem Falle wird ein Gesamt-Honorar von 5 pCt. der Bau summe bewilligt, unter Abzug des Betrages der erteilten Prämie.

Unbeschadet dessen behält sich die Bau-Verwaltung das Recht vor, alle Pläne, Detailzeichnungen, Werkzeichnungen und Berechnungen, ferner die Arbeiten und Lieferungen sowie die Abnahme-Protokolle zu kontrolliren resp. zu beaufsichtigen, ohne daß hierdurch der mit der Bauausführung betraute Architekt von der oben bezeichneten Verantwortlichkeit entlastet sein wird.

Sämmtliche Projekte werden öffentlich ausgestellt und zwar einen Tag vor der Beurtheilung und acht Tage lang nach derselben.

Nach beendigter Ausstellung werden die nicht preisgekrönten oder nicht angekauften Entwürfe an die Herrn Verfasser zurückgegeben.

Luxemburg, den 15. Oktober 1902.

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten.
R. R i s c h a r d.

Agis. — Administration des travaux publics.

A partir du 1^{er} novembre prochain, M. Gaspar Schröder, conducteur des travaux publics à Redangé, est chargé du service du canton de Diekirch, avec résidence à Diekirch; M. Guillaume Schmeler, conducteur des travaux publics, actuellement attaché au service des chemins de fer vicinaux, est chargé du service du canton de Redange, avec résidence à Redange.

Luxembourg, le 16 octobre 1902.

Le Directeur général des travaux publics,
Ch. RISCHARD.

Arrêté du 4 octobre 1902, portant approbation des statuts de la caisse de fabrique de MM. Rother frères, exploitants d'ardoisières à Haut-Martelange.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT;

Vu la loi du 31 juillet 1901, concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies;

Attendu que MM. Rother frères, exploitants d'ardoisières à Haut-Martelange, dont l'établissement se trouve dans les conditions prévues par la loi, a manifesté l'intention d'instituer une caisse spéciale de secours en cas de maladie;

Attendu que les statuts de cette caisse, établis conformément aux dispositions légales, sont en concordance avec les lois et règlements;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les statuts de la caisse de secours en cas de maladie, établis pour les ardoisières de MM. Rother frères à Haut-Martelange, sont approuvés

Art. 2. Le présent arrêté avec les statuts y annexes sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 4 octobre 1902.

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Bekanntmachung. — Bauberwaltung.

Vom 1. November künftig ab ist Hr. Gaspar Schröder, Bauconductor zu Nedingen, in derselben Eigenschaft nach dem Kanton Dietrich, mit dem Wohnsitz Dietrich, versetzt; Hr. Bauconductor Wilhelm Schmeler, zur Zeit beim Bau der Vicinalbahnen beschäftigt, ist mit dem Dienste des Kantons Nedingen, mit dem Wohnsitz Nedingen, betraut.

Luxemburg, den 16. Oktober 1902.

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
R. Rischard.

Beschluß vom 4. Oktober 1902, die Genehmigung der Statuten der Krankenkasse der Schiefergruben der H. H. Gebrüder Rother zu Obermartelingen betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 31. Juli 1901, die Arbeiter-Krankenversicherung betreffend;

In Erwägung, daß die H. H. Gebrüder Rother, Schiefergrubenexploitanten zu Obermartelingen, deren Gruben die gesetzlichen Vorbedingungen hierzu erfüllen, erklärt haben, für ihre Arbeiter eine besondere Krankenkasse errichten zu wollen;

In Erwägung, daß das Statut dieser Kasse, welches den gesetzlichen Bestimmungen gemäß aufgestellt ist, den diesbezüglichen Gesetzen und Verordnungen entspricht;

Beschließt :

Art. 1. Das Statut der Krankenkasse der Schiefergruben der H. H. Gebrüder Rother zu Obermartelingen wird hiermit genehmigt.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß nebst dem dazu gehörigen Kassenstatut soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 4. Oktober 1902.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Statuten der Krankenkasse für die Schiefergruben der Firma Gebrüder Rother in Obermartelingen.

Name und Sitz der Kasse.

Art. 1. Die Schiefergruben der Herren *Gebrüder Rother*, Obermartelingen, errichten auf Grund des Art. 44 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 eine Krankenkasse, welche den Namen „*Krankenkasse für die Schiefergruben der Firma Gebrüder Rother*“ führt und ihren Sitz zu Obermartelingen, Gemeinde Perlé, hat.

Versicherungspflicht.

Art. 2. Alle auf den Schiefergruben der Firma *Gebrüder Rother* gegen Gehalt oder Lohn beschäftigten Personen gehören mit dem Tage des Eintritts in die Beschäftigung der Kasse als versicherungspflichtige Mitglieder an, sofern die Beschäftigung nicht durch die Natur ihres Gegenstandes nur vorübergehend oder im Voraus durch den Arbeitsvertrag auf einen Zeitraum von weniger als einer Woche beschränkt ist.

Befreit von dieser Versicherungspflicht sind :

a) Betriebsbeamte, deren Arbeitsverdienst an Gehalt oder Lohn 10 Franken für den Arbeitstag oder 3000 Franken für das Jahr übersteigt ;

b) diejenigen Personen, welche den Nachweis erbringen, dass sie Mitglieder einer von der Regierung zugelassenen, auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskasse sind. (Art. 3 a des Gesetzes.)

Als Gehalt oder Lohn gelten auch Tantiemen oder Naturalbezüge.

Auf ihren Antrag sind diejenigen Personen vom Versicherungszwang zu entbinden, welchen für den Fall der Erkrankung ein Rechtsanspruch während wenigstens dreizehn Wochen entweder auf fortgesetzte Lohn- oder Gehaltsauszahlung oder auf eine den Bestimmungen des Art. 14 des Krankenversicherungs-Gesetzes entsprechende oder gleichwertige Unterstützung zusteht.

Die versicherungspflichtigen Mitglieder erhalten spätestens am ersten Lohnungstage nach ihrem Eintritt ein Exemplar dieses Statuts. Sie müssen Mitglieder der Kasse bleiben, so lange ihre Beschäftigung auf den Gruben dauert, können aber mit dem Schluss des Rechnungsjahres austreten, wenn sie den Austritt spätestens drei Monate vorher bei dem Kassenvorstande beantragen und vor dem Schluss des Rechnungsjahres nachweisen, dass sie Mitglieder einer den Anforderungen des Art. 3 a des Krankenversicherungsgesetzes genügenden Hilfskasse geworden sind.

Freiwillige Mitgliedschaft.

Art. 3. 1. Alle nicht versicherungspflichtige Personen, welche auf den Gruben beschäftigt sind, können der Kasse durch schriftliche oder mündliche Anmeldung bei dem Kassenvorstande beitreten ; sie erhalten aber keinen Anspruch auf Unterstützung im Falle einer bereits zur Zeit dieser Anmeldung eingetretenen Erkrankung.

Der Kassenvorstand kann den Gesundheitszustand solcher freiwilligen Mitglieder ärztlich untersuchen lassen. Ergibt die Untersuchung zwar keine bereits eingetretene Erkrankung, aber einen nicht normalen Gesundheitszustand, so wird der Anspruch auf Krankenunterstützung erst nach Ablauf von sechs Wochen, vom Tage der Aufnahme ab, erworben.

Freiwillig beitretende Personen erhalten vom Kassenvorstande spätestens am ersten Lohnungstage nach bewirkter Anmeldung eine Bescheinigung über dieselbe mit einem Exemplar dieses Statuts.

2. Kassenmitglieder, welche aus der Beschäftigung auf den Gruben ausscheiden und nicht mit einer Beschäftigung übergehen, vermöge welcher sie Mitglieder einer andern Betriebs- (Fabrik-) oder einer Bezirkskrankenkasse werden, bleiben so lange freiwillige Mitglieder, als sie im Kreis der Kasse, das ist die Gemeinde Perle, sich aufhalten und die vollen Kassenbeiträge einschliesslich des Zuschusses der Arbeitgeber entrichten, es sei denn, dass sie binnen einer Woche bei den Vorstände anderweitige Absichten bekünden.

Die nach dem Verlassen der Gruben bei der Kasse verbliebenen Personen können weder Stimmrecht ausüben, noch Kassenamter bekleiden.

3. Die Mitgliedschaft für nicht versicherungspflichtige Personen erlischt :

a) durch mündliche oder schriftliche Austrittserklärung an den Kassenvorstand ;

b) wenn an zwei aufeinanderfolgenden Zahlungsterminen nicht die vollen Beiträge geleistet werden.

Eintrittsgeld.

Art. 4. Ein Eintrittsgeld im Betrage des für sechs Wochen zu leistenden vollen Kassenbeitrages wird nur von denjenigen neu beitretenden Mitgliedern erhoben, welche seit den letzten dreizehn Wochen keiner andern Krankenkasse angehört haben.

Das Eintrittsgeld ist von zu dessen Zahlung verpflichteten Mitgliedern an dem Fälligkeitstermin des ersten ordentlichen Beitrages zu entrichten.

Ausschluss aus der Krankenkasse.

Art. 5. Freiwillige Kassenmitglieder, welche wiederholt der Kasse durch betrügerische Handlungen geschadet haben, können vom Vorstande aus der Kasse ausgeschlossen werden.

Krankenunterstützung für die auf den Gruben beschäftigten Mitglieder.

Art. 6. Als Krankenunterstützung gewährt die Kasse den auf den Gruben beschäftigten Mitgliedern

I. Vom Beginn der Krankheit ab, freie ärztliche Behandlung, freie Arznei, sowie Brillen, Bruchbänder und ähnliche Heilmittel.

Zu diesem Zweck hat der Kassenvorstand mit den Aerzten, Apothekern und, wenn thunlich, mit Krankenhäusern, schriftliche Verträge abzuschliessen und zwar in doppelter Ausfertigung und höchstens für die Dauer von drei Jahren. Diese Verträge werden dem Medizinalkollegium zur Begutachtung vorgelegt.

II. Im Falle der Erwerbsunfähigkeit vom dritten Tage nach dem Tage der Erkrankung ab für jeden Arbeitstag ein Krankengeld in Höhe der Hälfte des durchschnittlichen Tagelohnes derjenigen der nachfolgenden Mitgliederklassen, welcher das Mitglied angehört :

- a) Oberaufseher, Beamte, Arbeiter, deren täglicher Lohn von Fr. 4,00 bis 5,00 ist und deren täglicher Durchschnittslohn festgesetzt wird auf Fr. 4,50
- b) Arbeiter, deren täglicher Lohn ungefähr Fr. 3,00 bis 4,00 ist und deren täglicher Durchschnittslohn festgesetzt wird auf Fr. 3,50
- c) Arbeiter, deren täglicher Lohn ungefähr Fr. 2,50 bis 3,00 ist und deren täglicher Durchschnittslohn festgesetzt wird auf Fr. 2,75
- d) Arbeiter unter 16 Jahren, deren täglicher Lohn unter Fr. 2,50 ist und deren täglicher Durchschnittslohn festgesetzt wird auf Fr. 1,50

Als Tag des Beginnes der Krankheit gilt der Tag der Anmeldung derselben.

Das Krankengeld wird spätestens bei jeder regelmässigen Lohnzahlung gezahlt.

Die Unterstützung für die Kranken wird für die Dauer der Krankheit gewährt; sie endet spätestens mit dem Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn der Krankheit, im Falle der Erwerbsunfähigkeit spätestens mit Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn des Krankengeldbezuges. Endet der Bezug des Krankengeldes erst nach Ablauf der dreizehnten Woche nach dem Beginn der Krankheit, so endet mit dem Bezuge des Krankengeldes zugleich auch der Anspruch auf die im Absatz 1 unter Ziffer 1 bezeichneten Leistungen.

Krankenunterstützung für nicht im Betriebe beschäftigte Mitglieder.

Art. 7. Mitglieder, welche nach ihrem Ausscheiden von den Gruben bei der Kasse verbleiben (Art. 3 N° 2), erhalten als Krankenunterstützung, so lange sie sich im Bezirke der Gemeinde Perle aufhalten, die Unterstützung nach Art. 6 (nach derjenigen Mitgliederklasse, welcher sie vor ihrem Ausscheiden von den Gruben zuletzt angehört haben).

Verpflegung im Krankenhause.

Art. 8. Der Vorstand kann an Stelle der Krankenunterstützung der Art. 6 und 7 freie Kur und Verpflegung im Krankenhause gewähren, und zwar :

- 1) für diejenigen Mitglieder, welche verheirathet sind oder eine eigene Haushaltung haben oder Mitglieder der

Haushaltung ihrer Familie sind, mit ihrer Zustimmung oder unabhängig von derselben, wenn die Art der Krankheit Anforderungen an die Behandlung oder Verpflegung stellt, welchen in der Familie des Erkrankten nicht genügt werden kann, oder wenn die Krankheit eine ansteckende ist oder wenn der Erkrankte wiederholt den in Art. 17, Nr. 2, erwähnten Vorschriften zuwidergehandelt hat, oder wenn dessen Zustand oder Verhalten eine fortgesetzte Beobachtung erfordert, worüber der behandelnde Arzt entscheidet :

- 2) für sonstige Erkrankte unbedingt.

Hat der in einem Krankenhause Untergebrachte Angerhörige, deren Unterhalt er bisher ganz oder theilweise aus seinem Arbeitsverdienste bestritten hat, so ist neben der freien Kur und Verpflegung die Hälfte des in Art. 6 und 7 als Krankengeld festgesetzten Betrages zu gewähren.

Allgemeine Pflichten der Mitglieder bei Krankheitsfällen.

Art. 9. Jede Erkrankung muss alsbald dem Vorsitzenden des Vorstandes oder der von ihm bezeichneten Person angemeldet werden.

Ueber diese Anmeldung wird eine Bescheinigung ausgestellt, welche als Legitimationsschein bei dem behandelnden Arzte dient.

Das Krankengeld wird nur gegen Beibringung eines vom Kassenarzte ausgestellten Krankenscheines ausbezahlt, in welchem die Zahl der Tage, während welcher der Erkrankte in der abgelaufenen Woche erwerbsunfähig war, anzugeben ist. In dem erstmalig einzubringenden Krankenscheine ist der Tag der Erkrankung, in dem letzten der Tag des Wiedereintrittes der Erwerbsfähigkeit anzugeben.

Erkrankte Mitglieder haben sich gewissenhaft an die Vorschriften des Arztes zu halten, jedwede Handlung, welche nach seinem Urtheil schädlich auf den Heilungsgang einwirken kann, zu vermeiden, und dürfen überhaupt nur mit seiner ausdrücklichen Erlaubniss irgend welche Beschäftigung verrichten. Ohne Erlaubniss des Kassenvorstandes ist ihnen der Besuch öffentlicher Orte, sowie von Schanklokalen untersagt, ebenso jeglicher Ausgang ohne ärztliche Autorisation. Versicherte, welche diesen Vorschriften zuwiderhandeln, werden vom Vorstande mit Ordnungsstrafen bis zu 20 Franken bestraft.

Besondere Pflichten der von den Gruben ausgeschiedenen Mitglieder in Krankheitsfällen.

Art. 10. An Kassenmitglieder der in Art. 3 § 2 bezeichneten Art erfolgt die Auszahlung des Krankengeldes gegen kostenlose Einlieferung an den Kassenvorstand eines von einem zugelassenen Arzte ausgestellten Krankenscheines, in welchem die Zahl der Tage, während welcher der Erkrankte erwerbsunfähig war und erstmalig auch der Tag der Erkrankung angegeben sein muss.

Dem erstmaligen Krankenscheine ist eine Bescheinigung der Gemeindebehörde des Aufenthaltsortes darüber beizu-

fügen, dass der Erkrankte nicht vermöge seiner derzeitigen Beschäftigung gesetzlich einer anderen Krankenkasse zugehört, oder dass er nicht thatsächlich einer anderen Kasse beigetreten ist.

Das Krankengeld ist bei der Kasse persönlich oder durch einen Bevollmächtigten zu erheben, sofern das Mitglied nicht bei Einsendung des Krankenschemas die Ueber sendung durch Postanweisung auf seine Kosten beantragt.

Der Kassenvorstand ist befugt, für alle von den Gruben ausgeschiedenen Mitglieder besondere Ueberwachungs vorschriften zu erlassen und kann derselbe bei Nichtbeach tung dieser Vorschriften Geldstrafen bis zu 20 Franken verhängen und die Auszahlung des Krankengeldes bis zur Feststellung des Anspruchs auf Zuwendung verweigern.

Kürzung der Krankenunterstützung wegen Doppel versicherung.

Art 11. Die Mitglieder sind bei Vermeidung einer Ordnungsstrafe bis zu 20 Fr. verpflichtet, andere von ihnen persönlich oder von ihren Familienmitgliedern eingegan gene Versicherungsverhältnisse, binnen sechs Tagen vom Tage des Eintritts in die andere Kasse oder vom Tage seines Beitritts zu der neuen Krankenversicherung ab, dem Kassenvorstande anzuzeigen und demselben auf alle auf diese andere Versicherung bezüglichen Fragen gewissen haft zu antworten.

Einem Mitglieder, welches gleichzeitig anderweitig gegen Krankheit versichert ist, wird das durch Art. 6 und 10 fest gesetzte Krankengeld so weit gekürzt, als dasselbe zu sammen mit dem aus anderweiter Versicherung bezogenen Krankengelde den vollen Betrag des durchschnittlichen Ar beitsverdienstes derjenigen Arbeiterkategorie, welcher das Mitglied angehört, übersteigen würde.

Nichtgewahrung und zeitweilige Aufhebung der Krankenunterstützungen.

Art. 12. Mitgliedern, welche sich eine Krankheit vor sätzlich oder durch schuldhaftige Betheiligung bei Schlage reien oder Raufhändeln, durch Trunkfalligkeit oder geschlechtliche Ausschweifungen zugezogen haben, kann die in Art. 6 und 7 vorgesehene Krankenunterstützung vom Kassenvorstande ganz oder theilweise vorenthalten werden, ebenso auch solchen Personen, welche sich im Wieder holungsfalle in betrügerischer Weise gegen die Kasse ver gangen haben.

Einem Kassenmitglied, welches die statutenmassigen Unter stützungen ununterbrochen oder im Laufe eines Kalenderjahres für dreizehn Wochen bezogen hat, wird im Falle einer neuen Erkrankung nur mehr der gesetz liche Mindestbetrag der Krankenunterstützung gewährt. Dasselbe Mitglied kann erst nach Ablauf einer Zeitperiode von wenigstens dreizehn Wochen vom Tage der letzten Unterstützungszuwendung ab bis zum Eintritt der neuen Erkrankung die vollen statutarischen Unterstützungs beträge wieder beziehen.

Sterbegeld.

Art. 13. Für den Todesfall eines Mitgliedes gewährt die Kasse ein Sterbegeld im zwanzigfachen Betrage des für den Versicherten massgebenden durchschnittlichen Tagelohnes, ohne dass jedoch dieser Betrag 80 Franken übersteigen oder unter 40 Franken herabgehen kann.

Bei Selbstanord ist das Sterbegeld nicht geschuldet.

Das Sterbegeld wird beim Tode des Versicherten an dessen Wittve oder sonstige nahe Verwandte, welche sein Begrabniss besorgt haben, ausbezahlt und zwar binnen vierundzwanzig Stunden nach Eingang an den Präsidenten des Kassenvorstandes einer diesbezüglichen Anmeldung nebst einem Auszug aus dem Civilstandsregister.

Unterstützung bei Erwerbslosigkeit.

Art. 14. Personen, welche nach dem Ausscheiden aus der Mitgliedschaft einer Fabrik- oder Bezirkskrankenkasse erwerbslos werden, behalten während der Dauer ihrer Erwerbslosigkeit ihre Ansprüche auf die gesetz lichen Mindestleistungen, jedoch nicht für einen längeren Zeitraum als sie der Kasse angehört haben und höchstens für drei Wochen.

Wenn unter anderem in solchen Fällen der Unter stützungsberechtigte ausserhalb des Bezirkes der Kasse d. h. ausserhalb der Gemeinde Perlé wohnt, so ist Art. 53 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 anwendbar.

Beiträge.

Art. 15. Die Beiträge werden festgesetzt auf 3 Pro zent des durch Art. 6 Nr. 2 für jede der dort bezeichneten Mitgliederklassen festgesetzten durchschnittlichen Tage lohnes.

Die Beiträge sind an jedem Lohnungstage für die abge laufene Lohnungsperiode für die auf den Gruben beschäf tigten versicherungspflichtigen Mitglieder von dem Arbeit geber zur Kasse abzuführen. Die übrigen Mitglieder haben dieselben an den gleichen Tagen kostenfrei bei dem Kas senführer einzuzahlen.

Für die Dauer der Erwerbsunfähigkeit werden Beiträge nicht entrichtet.

Bei Feststellung der zu leistenden Beiträge wird jede Woche eine Lohnungsperiode mit sechs Arbeitstagen, ohne Berücksichtigung der Feiertage verrechnet, während die Arbeitstage, an denen der Betrieb auf den Gruben ruhte, nicht in Anrechnung zu bringen sind.

Art 16. Der Arbeitgeber ist befugt, an jedem Lohnungstage seinen versicherungspflichtigen Arbeitern zwei Drittel des Betrages der für sie entrichteten Bei träge, soweit ihr Antheil auf die Lohnungsperiode entfällt, vom Lohne abzuhalten.

Streitigkeiten zwischen dem Arbeitgeber und den von ihm beschäftigten Personen über die Berechnung und Anrech nung der Beiträge der letzteren werden von der Aufsichts behörde entschieden (Art. 42 des Gesetzes).

Sonstige Einnahmen der Kasse.

Art. 17. Ausser etwaigen freiwilligen Zuwendungen und den kraft gesetzlicher Bestimmung ihr zufallenden Strafgeldern fliessen in die Kasse die vom Vorstand auf Grund des Statuts verhängten Straf gelder, sowie diejenigen, welche durch die für die Gruben erlassene Arbeitsordnung vorgesehen sind. Für angerichteten Schaden entrichtete Entschädigungsgelder sind nicht als Straf gelder anzusehen.

Besondere Rechte der Kasse.

Art 18. Die Arbeiter-Krankenkasse ist eine Anstalt öffentlichen Nutzens und geniesst die durch Art. 13 des Gesetzes zugestandenen Rechte.

Für alle von der Kasse eingegangenen Verbindlichkeiten haftet den Gläubigern nur das Gemeinvermögen derselben.

Die den Unterstützungsberechtigten gegen die Kasse zustehenden Forderungen können mit rechtlicher Wirkung weder gepfändet, noch übertragen, noch verpfändet, noch anderweit als auf rückständige Beiträge aufgerechnet werden.

Kassenführung und Rechnungslegung.

Art. 19. Der Arbeitgeber bestellt unter seiner Verantwortlichkeit und auf seine Kosten einen Buchhalter, welcher die gesammte Rechnungs- und Kassenführung wahrzunehmen hat.

Die Einnahmen und Ausgaben der Kasse sind von allen den Zwecken der Kasse fremden Vereinnahmungen und Veräußerungen getrennt festzustellen; ihre Bestände sind gesondert zu verwahren.

Der Rechnungsführer hat ein Kassenbuch zu führen, in das alle Einnahmen und Ausgaben der Kasse einzutragen sind. Dasselbe muss stets auf dem Laufenden gehalten sein, so dass zu jeder Zeit der Kassenstand festgestellt werden kann.

Der Buchführer stellt ferner den jährlichen Rechnungsabschluss und die vorgeschriebenen Uebersichten über die Mitglieder, über Krankheits- und Sterbefälle, über die vereinnahmten Beiträge und die geleisteten Unterstützungen auf, welche sämtlich vom Vorstand geprüft und festgestellt, und dann der Aufsichtsbehörde eingereicht werden.

Der Vorstand hat die vom Kassenführer aufgestellte Jahresrechnung festzustellen, mit allen Belagen dem Revisionsausschuss (Art. 32 Nr. 1) zur Prüfung vorzulegen und spätestens bis zum 1. April des nächsten Jahres die Abnahme der Jahresrechnung bei der Generalversammlung zu beantragen.

Art. 20. Jeden Erkrankungsfall, welcher durch einen nach dem Unfallversicherungsgesetze zu entschädigenden Unfall herbeigeführt ist, hat der Kassenführer, sofern mit dem Ablauf der vierten Woche der Krankheit die Erwerbsfähigkeit des Erkrankten noch nicht wieder hergestellt ist,

binnen einer Woche nach diesem Zeitpunkt dem Vorstände der Unfall-Versicherungsgenossenschaft anzuzeigen.

Anlage der Kassengelder.

Art. 21. In der Kasse muss zur Deckung der laufenden Ausgaben stets ein entsprechender Baarbestand vorhanden sein, welcher jedoch der Regel nach den Betrag einer Monatsausgabe nicht übersteigen darf. Die hierüber hinausgehenden Bestände müssen auf den Namen der Kasse nach Vorschrift des Art. 36 des Kranken-Versicherungsgesetzes angelegt werden.

Reichen die Bestände nicht aus, um die laufenden Ausgaben der Kasse zu decken, so sind vom Arbeitgeber die erforderlichen Vorschüsse zu leisten, welche ihm aus etwaigen späteren Ueberchüssen erstattet werden.

Werthpapiere der Kasse, welche nicht lediglich zur vorübergehenden Anlegung zeitweilig verfügbarer Betriebsgelder für die Kasse erworben werden, sind bei dem Generalinnehmer (Art. 36 des Kranken-Versicherungsgesetzes) niederzulegen. Die Niederlegungsscheine darüber sind mit den Kassenbeständen zu verwahren.

Reservefonds.

Art. 22. Die Kasse hat einen Reservefonds im Mindestbetrag der durchschnittlichen Jahresausgabe der drei letzten Jahre anzusammeln und erforderlichen Falls bis zu dieser Höhe zu ergänzen. So lange der Reservefonds diesen Betrag nicht erreicht, ist demselben mindestens ein Zehntel des Jahresbeitrages zuzuführen, vorausgesetzt, dass dieses nicht vollständig zur Deckung der laufenden Ausgaben Verwendung finden muss. (Art. 22 des Gesetzes.)

Erhöhung der Beiträge und Ermässigung der Kassenleistungen.

Art. 23. Ergibt sich aus den Jahresabschlüssen, dass die Einnahmen der Kasse zur Deckung ihrer Ausgaben einschliesslich der Rücklagen zur Ansammlung und Ergänzung des Reservefonds nicht ausreichen, so müssen die Kassenleistungen bis auf den Mindestbetrag des Art. 14 des Gesetzes gemindert und die Beiträge zu Lasten der Versicherten bis auf 3 pCt. des durchschnittlichen Tagelohnes erhöht werden (Art. 47 des Gesetzes.)

Werden die Ausgaben auch dann noch durch die gewöhnlichen Einnahmen nicht gedeckt, so haben die Arbeitgeber die zur Deckung derselben erforderlichen Zuschüsse aus eigenen Mitteln zu leisten, für welche Zuschüsse sie auch bei späterem besserem Stande der Kasse keine Rückerstattung fordern können.

Ermässigung der Beiträge und Erhöhung der Kassenleistungen.

Art. 24. Ergibt sich aus den Jahresabschlüssen, dass die Jahreseinnahmen die Jahresausgaben übersteigen, so ist, falls der Reservefonds das Doppelte der jährlichen

Durchschnittsausgabe erreicht hat, entweder eine Ermäßigung der Beiträge oder eine Erhöhung der Kassenleistungen herbeizuführen.

Allgemeine Bestimmungen über Beiträge und Kassenleistungen.

Art. 25. Die Mitglieder sind der Kasse gegenüber lediglich zu den durch dieses Statut festgestellten Beiträgen verpflichtet. Andere Beiträge dürfen von ihnen nicht erhoben werden.

Zu anderen Zwecken als den statutenmässigen Unterstützungen, der statutenmässigen Ansammlung und Ergänzung des Reservefonds und der Deckung der Verwaltungskosten dürfen Beiträge von den Versicherten nicht erhoben werden, und Verwendungen aus dem Vermögen der Kasse nicht erfolgen.

Organe der Kasse.

Art. 26. Organe der Kasse sind der Kassenvorstand und die Generalversammlung.

Zusammensetzung des Kassenvorstandes.

Art. 27. Der Vorstand der Kasse besteht:

a) aus dem Betriebsunternehmer oder dessen Vertreter als Vorsitzenden und dem Kassenvorstand, welcher zugleich Vicepräsident ist; letzterer wird von dem Unternehmer auf die Dauer von zwei Jahren ernannt;

b) aus vier, von der Generalversammlung ohne Mitwirkung der Vertreter des Unternehmers aus der Mitte der stimmberechtigten Kassenmitglieder auf die Dauer von zwei Jahren gewählten Beisitzern.

Sobald die für Rechnung der Mitglieder zu zahlenden Beiträge neun Dreizehntel der Gesamtbeiträge übersteigen, ist bei der nächsten Wahl ein fünfter Beisitzer und, sobald sie elf Fünftel übersteigen, ein sechster Beisitzer zu wählen.

Die Wahl der Beisitzer kann durch Acclamation erfolgen, wenn im Schosse der Generalversammlung kein Einwand erhoben wird. Andernfalls ist sie geheim und erfolgt durch verdeckte Stimmzettel in der Weise, dass jeder Wahlende so viele Namen aufschreibt, als Vorstandsmitglieder zu wählen sind. Gewählt sind diejenigen, welche die meisten Stimmen erhalten. Stimmen, welche auf nicht Wahlbare fallen, oder die Gewählten nicht deutlich bezeichnen, werden nicht mitgezählt. Bei Stimmengleichheit entscheidet das vom Vorsitzenden zu ziehende Loos.

Die Wahl wird vom Präsidenten des Vorstandes oder von einem zu diesem Zwecke bestellten Vertreter geleitet. Nur die erste Wahl nach Errichtung der Kasse, sowie spätere Wahlen, bei welchen ein Vorstand nicht vorhanden ist, werden von einem Beauftragten der Aufsichtsbehörde geleitet.

Jedes Jahr scheiden abwechselnd zwei Beisitzer aus. Die zwei Beisitzer, welche am Ende des ersten Kalenderjahres ausscheiden, werden durch das Loos bestimmt.

Die Neuwahl findet im Dezember statt. Die Gewählten treten ihr Amt am 1. Januar des folgenden Jahres an. Bis zum Eintritt derselben haben die Ausscheidenden ihr Amt weiter zu führen.

Scheiden mehr wie zwei Beisitzer vor Ablauf ihrer Amtsdauer aus, so muss alsbald eine Generalversammlung zur Ersatzwahl für alle ausgeschiedenen Beisitzer berufen werden. Die Amtsdauer der Ersatzmänner erlischt mit dem Jahre, mit welchem diejenige der ausgeschiedenen Beisitzer erloschen sein wurde.

Ueber jede Wahlverhandlung ist ein Protokoll aufzunehmen. Der Vorstand hat über jede Aenderung in seiner Zusammensetzung und über das Ergebniss jeder Wahl der Aufsichtsbehörde binnen einer Woche Anzeige zu erstatten.

Ist die Anzeige nicht erstattet, so kann die Aenderung dritten Personen nur dann entgegengesetzt werden, wenn bewiesen wird, dass sie letzteren bekannt war.

Rechte und Pflichten des Vorstandes.

Art. 28. Der Vorstand vertritt die Kasse gerichtlich und aussergerichtlich. Diese Vertretung erstreckt sich auf diejenigen Geschäfte und Rechtshandlungen, für welche nach den Gesetzen eine Spezialvollmacht erforderlich ist.

Verträge werden Namens der Kasse von dem Vorsitzenden des Vorstandes und zwei Beisitzern vollzogen. Bei allen übrigen Rechtsgeschäften und Erklärungen vertritt der Vorsitzende den Vorstand nach aussen. Die Legitimation des Vorstandes oder seines Vorsitzenden bei allen Rechtsgeschäften wird durch eine Bescheinigung der Aufsichtsbehörde bewirkt.

Der Vorstand verwaltet alle Angelegenheiten der Kasse, soweit dieselben nicht durch Gesetz oder Statut ausdrücklich der Generalversammlung übertragen sind.

Der Vorsitzende beruft den Vorstand, so oft dies die Lage der Geschäfte erfordert. Er muss den Vorstand binnen zehn Tagen berufen, wenn zwei Beisitzer dies beantragen. Die Berufung erfolgt durch Circular. Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn der Präsident oder der Vicepräsident und wenigstens drei Beisitzer anwesend sind. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst, bei Stimmengleichheit entscheidet der Vorsitzende. Die Beschlüsse sind in einem besondern Buche zu protokollieren.

Jedes Mitglied des Vorstandes ist berechtigt, den Gesundheitszustand der erkrankten Personen durch Besuche bei denselben zu prüfen. Desgleichen kann der Vorstand Krankenaufseher bestellen.

Die Vorstandsmitglieder versehen ihr Amt unentgeltlich. Sie haften der Kasse für pflichttreue Verwaltung gemäss Art. 38 des Krankenversicherungsgesetzes.

Zusammensetzung der General-Versammlung.

Art. 29. Die Generalversammlung besteht aus Vertretern der Kassenmitglieder und des Betriebsunternehmers.

Für die Wahl der ersteren werden sämtliche Kassenmitglieder in folgende Abtheilungen eingetheilt :

1. Oberaufseher, Beamte, Grubenarbeiter (Vollhauer).
2. Mit der Fabrikation beschäftigte Arbeiter : Spalter, Zurichter, Verloader, u. s. w.
3. Die anderen Arbeiter, Maschinisten, Heizer, Mechaniker, Schmiede, Tagelöhner, Schreiner, u. s. w.

Für jede Abtheilung wird in gesonderter Wahlhandlung auf je 15 Mitglieder ein Vertreter gewählt.

Ist die Zahl der Mitglieder nicht durch 15 theilbar, so ist für die überschüssende Zahl, wenn dieselbe 7 oder mehr beträgt, ein weiterer Vertreter zu wählen.

Die Zahl der von jeder Abtheilung zu wählenden Vertreter ist bei der Berufung der Wahlversammlung, welche drei Tage vor dem Wahltermin durch Anschlag in den Betriebsräumen erfolgen muss, anzugeben.

Wahlberechtigt und wahlbar sind die grossjährigen, im Besitz der bürgerlichen Ehrenrechte befindlichen Kassenmitglieder, mit Ausschluss derjenigen, welche der Kasse auf Grund des Art. 3 Nr. 2 angehören.

Die Wahl erfolgt nach Massgabe der Bestimmungen im Art. 27 §§ 3 und 4.

Am Schlusse jedes Kalenderjahres scheidet die Hälfte der Vertreter aus. Die erstmalig Ausscheidenden werden durch das Loos bestimmt ; die Neuwahlen finden im Dezember für das folgende Kalenderjahr statt.

Scheidet ein Vertreter vor Ablauf seiner Amtsdauer aus, so findet durch die Abtheilung, von welcher er gewählt war, für die übrige Zeit der Amtsdauer eine Neuwahl statt.

In der Generalversammlung führt jeder Vertreter der Kassenmitglieder eine Stimme. Die Vertreter des Arbeitgebers führen zusammen für je 30 auf der Grube beschäftigte, versicherungspflichtige Kassenmitglieder eine Stimme, höchstens jedoch ein Drittel sämtlicher Stimmen.

Geschäftsordnung der Generalversammlung.

Art. 30. Die Generalversammlung wird vom Vorstande unter Angabe der Verhandlungsgegenstände durch einen mindestens drei Tage vorher zu bewirkenden Anschlag in den Betriebsräumen berufen.

Ordentliche Generalversammlungen finden statt :

1° im Dezember jeden Jahres zur Vornahme der Wahl des Revisionsausschusses und der theilweisen Neuwahlen für den Vorstand ;

2° im April jeden Jahres zur Beschlussfassung über die Abnahme der Jahresrechnung.

Ausserordentliche Generalversammlungen beruft der Vorstand nach Bedürfniss. Die Berufung der Generalversammlung muss binnen drei Wochen erfolgen, wenn der zehnte Theil ihrer Mitglieder es beantragt.

Jede verschriftsmässig berufene Generalversammlung ist beschlussfähig.

Die Leitung der Generalversammlung steht dem Vertreter (des Arbeitgebers zu (dem vom Arbeitgeber zu bezeichnenden Vertreter).

Beschlüsse der Generalversammlung werden, soweit für einzelne Gegenstände durch dieses Statut nicht etwas Anderes bestimmt ist, mit einfacher Stimmenmehrheit der in der Versammlung vertretenen Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 31. Ausser den von ihr vorzunehmenden Wahlen zum Vorstande liegt der Generalversammlung ob :

1. Abnahme der Jahresrechnung und die Wahl eines Revisionsausschusses von drei Personen, welche nicht Kassenmitglieder zu sein brauchen, zur Prüfung der Jahresrechnung ;

2. Beschlussnahme über die Verfolgung von Ansprüchen, welche der Kasse gegen Vorstandsmitglieder aus deren Amtsführung erwachsen, und die Wahl der damit zu beauftragenden Personen ;

3. Regelung der freien ärztlichen Behandlung und der freien Lieferung von Arzneien, nach Anhörung des Medizinalkollegiums* ;

4. Beschlussnahme über Abänderung des Statuts, namentlich aber auch über Abänderung der Unterstützungen und der Beiträge, soweit selbe nicht statutenmässig in Form einer veränderten Festsetzung der durchschnittlichen Tagelöhne eintreten.

5. Beschlussnahme über Anträge des Arbeitgebers auf Auflösung der Kasse.

Bei der Beschlussnahme und bei den Wahlen zu 1 und 2 ruhen die Stimmen der Vertreter des Arbeitgebers. Die Verhandlungen werden in Abwesenheit der Vertreter des Arbeitgebers von einem von der Generalversammlung aus ihrer Mitte zu wählenden Vorsitzenden geleitet. Im Uebrigen finden auf die Vornahme dieser Wahlen die Bestimmungen im Art. 28 § 3 Anwendung.

Die Auflösung der Kasse kann nur mit zwei Drittel der vertretenen Stimmen beschlossen werden.

Streitigkeiten und Beschwerden.

Art. 32. Alle Beschwerden über Unterstützungen und Anwendungen sind schriftlich an den Vorstand zu richten, welcher an erster Stelle darüber zu entscheiden hat.

Im Uebrigen wird nach den im Art. 42 des Kranken-Versicherungsgesetzes erlassenen Vorschriften verfahren.

Beschwerden gegen Entscheide der Aufsichtsbehörde über Verhängung von Ordnungsstrafen sowie die Beschwerden auf dem Verwaltungswege sind gemäss Art. 54 des Kranken-Versicherungsgesetzes zu behandeln.

Ist die Kasse gesamt, von dem ihr zustehenden Rechte, Beschwerde gegen eine Entscheidung der Revision einzuziehen.

* Die gemäss Ziffer 3 beschlossenen Vorschriften sind der Aufsichtsbehörde mitzutheilen und durch Anschlag in allen Arbeitsräumen der Fabrik bekannt zu machen.

legen, Gebrauch zu machen (Art. 26 § 3 und Art. 43 § 2 des Kranken-Versicherungsgesetzes), so hat die Generalversammlung hierüber in der gewöhnlichen Form einen Beschluss zu fassen und den Vorstand oder einen oder mehrere Mitglieder desselben mit diesem Auftrag zu betrauen.

Beaufsichtigung der Kasse und Inkraftsetzung.

Art. 33. Die Aufsicht über die Kasse wird unter Ober-

aufsicht der Regierung von dem hierzu delegirten Gewerbeinspektor wahrgenommen.

Gegenwärtiges Statut ist von den HH. Gebrüder Rother, Obermartelingen, nach Anhörung der in ihren Schiefergruben zu Obermartelingen beschäftigten Personen aufgestellt worden.

Dasselbe tritt mit dem künftigen 1. Dezzember 1902 in Kraft.

Avis. — Enseignement supérieur et moyen.

Par arrêté grand-ducal en date du 9 du mois ct., il a été accordé à M. Math de Waha, sur sa demande, démission honorable de ses fonctions de professeur de 1^{re} classe à l'Athénée; par le même arrêté, M. de Waha a été nommé professeur honoraire de l'Athénée de Luxembourg.

Luxembourg, le 14 octobre 1902

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Enseignement supérieur et moyen.

Par arrêté grand-ducal en date du 9 octobre courant, MM. Jos. Schmitz, répétiteur de 1^{re} classe au gymnase de Diekirch, Guillaume Pletschette et Isidore Comes, répétiteurs de 1^{re} classe au gymnase d'Echternach, Mathias Kass, répétiteur de 1^{re} classe à l'école industrielle d'Esch-sur-Alzette, ont été promus aux fonctions de professeur de 3^e classe aux établissements respectifs

MM. Pletschette et Kass sont chargés de l'enseignement de la doctrine chrétienne, le premier au gymnase d'Echternach, le second à l'école industrielle d'Esch-sur-Alzette.

Par le même arrêté MM. Jean-Pierre Manternach, répétiteur de 2^e classe à l'école industrielle d'Esch-sur-Alzette, et Jean-Baptiste Ensch, docteur en philosophie et lettres, ont été nommés répétiteurs de 1^{re} classe à l'école industrielle d'Esch-sur-Alzette.

Luxembourg, le 14 octobre 1902.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Höherer und mittlerer Unterricht.

Durch Großh. Beschluß vom 9. d. Mts. ist Hrn. de Waha, auf sein Ersuchen, ehrenvolle Entlassung aus seinem Amte als Professor 1. Klasse am Athénäum erteilt und ihm der Titel eines Ehrenprofessors am Athénäum zu Luxemburg verliehen worden.

Luxemburg, den 14. Oktober 1902.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Höherer und mittlerer Unterricht.

Durch Großh. Beschluß vom 9. d. Mts. sind die Hh. Joseph Schmitz, Repetent 1. Klasse am Gymnasium zu Diekirch, Wilhelm Pletschette und Isidor Comes, Repetenten 1. Klasse am Gymnasium zu Echternach, Mathias Kass, Repetent 1. Klasse an der Industrieschule zu Esch a. d. Alz., zu Professoren 3. Klasse an den betreffenden Anstalten ernannt worden.

Die Hh. Pletschette und Kass sind mit dem Religionsunterrichte betraut, ersterer am Gymnasium zu Echternach, letzterer an der Industrieschule zu Esch a. d. Alz.

Durch denselben Beschluß sind die Hh. Joh. Peter Manternach, Repetent 2. Klasse an der Industrieschule zu Esch a. d. Alz., und Joh. Bapt. Ensch, Doktor der Philosophie und Philologie, zu Repetenten 1. Klasse an der Industrieschule zu Esch a. d. Alz. ernannt worden.

Luxemburg, den 14. Oktober 1902.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Ans. — Service sanitaire.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons pendant la première quinzaine du mois d'octobre 1902.

Verzeichniß der in den verschiedenen Cantonen während der ersten vierzehn Tage des Monats Oktober 1902 festgestellten ansteckenden Krankheiten.

CANTONS	LOCALITÉS	Fièvre typhoïde	Diph-teric.	Coque-luche.	Scarla-tine.	Croups.
1) » »	Ville de Luxembourg.	»	»	1	»	»
2) Luxembourg.	Pulvermühle.	»	»	1	»	»
	Rameidange.	1	»	»	»	»
	Rollingergrund.	3	»	»	»	»
	Reckenthal.	1	»	»	»	»
3) Esch-sur-l'Alz.	Bettembourg.	1	»	»	»	»
	Dudelange.	1	»	»	1	»
	Oberkorn.	»	»	»	1	»
	Differdange.	2	»	»	»	»
4) Mersch.	Colmar.	»	1	»	»	»
	Larochette.	»	5	»	»	»
	Reuland.	1	»	»	»	»
5) Clervaux.	Binsfeld.	»	1	»	»	»
	Holler.	»	1	»	»	»
6) Diekirch.	Ettelbruck.	»	»	»	»	1
	Ingeldorf.	»	1	»	»	»
7) Redange.	Wolwelange.	6	»	»	»	»
8) Vianden.	Vianden.	1	»	»	»	»
9) Wiltz.	Insenborn.	2	»	»	»	»
	Winseler.	1	»	»	»	»
10) Echternach.	Echternach.	»	»	»	3	»
11) Grevenmacher.	Grevenmacher.	8	»	»	»	»
12) Remich.	Kleinmacher.	1	»	»	»	»
	Stadtbredimus.	1	»	»	»	»
	Totaux	30	9	2	5	1

Luxembourg, le 17 octobre 1902.

Avis. — Règlements communaux.

Dans leurs séances respectives des 29 septembre et 1^{er} octobre écoulés, les conseils communaux des villes de Remich et de Grevenmacher ont pris des règlements décrétant le ban de vendange pour 1902. — Ces règlements ont été dûment publiés.

Luxembourg, le 15 octobre 1902.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Associations syndicales.

Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, les sociétés ci-après ont déposé au secrétariat de la commune où se trouve établi le siège social, l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé et enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domicile des administrateurs et de tous les associés, à savoir:

- a) société de laiterie de Borhorn;
- b) sociétés locales agricoles d'Angelsberg, Buschrodt, Erpeldange (Diekirch), Petit-Nobresart, Syren.

Luxembourg, le 15 octobre 1902

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

Bekanntmachung. — Gemeindefreglements.

In ihren respektiven Sitzungen vom 29. September, bezw. 1. Oktober leztthin, haben die Gemeinderäthe der Städte Remich und Grevenmacher Reglements, betreffend die Sperre der Weinberge für 1902, erlassen. — Diese Reglements sind vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 15. Oktober 1902.

Der General-Director des Innern,
G. Kirpach.

Bekanntmachung. — Landwirtschaftliche Genossenschaften.

In Gemäßheit des Art. 2 des Gesetzes vom 27. März 1900 haben nachstehende Genossenschaften auf dem Sekretariate der Gemeinde, in welcher sich ihr Sitz befindet, ein Duplikat der einregistrierten Privaturfunde, nebst einem Verzeichnisse, welches Namen, Stand und Wohnort der Verwaltungsräthe, sowie sämtlicher Mitglieder enthält, hinterlegt:

- a) die Molkereigenossenschaft von Borhorn;
- b) die landwirtschaftlichen Lokalvereine von Angelsberg, Buschrodt, Erpeldingen (Diekirch), Klein-Elcheroth, Syren.

Luxemburg, den 15. Oktober 1902.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,*
Eyschen.

Caisse d'épargne. — Situation au 1^{er} octobre 1902.

Dépôts effectués durant le mois de septembre 1902	fr.	685,980 00
Remboursements effectués " " "	" "	398,520 83
Excédent des dépôts	fr.	287,459 17
Dépôts effectués depuis le 1 ^{er} janvier 1902 au 1 ^{er} septembre 1902	fr.	7,421,893 06
Remboursements effectués " " "	" "	3,243,464 71
Excédent des dépôts	fr.	4,178,428 35
Avoir des déposants au 1 ^{er} janvier 1902, les intérêts de 1901 compris	" "	22,571,773 15
Intérêts bonifiés sur les livrets soldés depuis le 1 ^{er} janvier 1902	" "	11,941 61
Total des dépôts	fr.	27,049,602 28
Nombre de livrets existants au 1 ^{er} janvier 1902		37419
Livrets nouveaux ouverts depuis le "		4990
Livrets soldés depuis le "		2634
Excédent des livrets nouveaux		2356
Total des livrets en cours		39775

Avis. — Jury d'examen.

Le jury d'examen pour la pharmacie, composé de MM. *Scholtes*, médecin-inspecteur à Diekirch, président; Edmond *Knaff*, médecin et membre du Collège médical à Grevenmacher, *Aschmann*, professeur à l'école agricole d'Ettelbruck, *Schoué*, ancien pharmacien à Eich, membres, et *Gusenburger*, pharmacien à Luxembourg, membre-secrétaire, se réunira en session ordinaire du 3 au 8 novembre prochain, dans une des salles de l'Athénée, pour procéder à l'examen de MM. Paul *Prussen* de Luxembourg et Charles *Schröell* de Rumelange, récipiendaires pour le grade de pharmacien.

L'examen écrit est fixé au lundi, 3 novembre, de 9 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures du soir.

Les analyses chimiques, l'opération toxicologique et les préparations pharmaceutiques auront lieu du 4 au 6 novembre.

L'examen oral de M. *Prussen* est fixé au vendredi, 7 novembre, à 3 heures de l'après-midi, et celui de M. *Schröell* au samedi, 8 novembre, à la même heure.

Luxembourg, le 14 octobre 1902.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Ecole agricole.

Par arrêté grand-ducal du 14 octobre c., M. M. *Buchler*, répétiteur-surveillant près l'école agricole d'Ettelbruck, a été nommé, à titre provisoire, professeur de 2^e classe près le même établissement.

Luxembourg, le 18 octobre 1902.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Caisse d'épargne. — A la date du 16 et resp. 17 octobre 1902, les livrets Nos 94306, 96259 et 22126/37751 ont été déclarés perdus. — Les porteurs des dits livrets, sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir leurs droits. Faut par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux.

Bekanntmachung — Prüfungsjury.

Die Prüfungsjury für die Pharmaceutik, bestehend aus den H. H. *Scholtes*, Sanitätsinspektor zu Diekirch, Präsident; Edmund *Knaff*, Arzt und Mitglied des Medizinal-Collegiums zu Grevenmacher, *Aschmann*, Professor an der Ackerbauschule zu Ettelbrück; *Schoué*, ehemaliger Apotheker zu Eich, Mitglieder, und *Gusenburger*, Apotheker zu Luxemburg, Mitglied Sekretär, wird in ordentlicher Sitzung vom 3. auf den 8. November k. in einem der Säle des Athenäums zusammentreten, behufs Prüfung der H. H. Paul *Prüssen* aus Luxemburg und Karl *Schröell* aus Rumelingen, Recipienten für den Grad von Apotheker.

Die schriftliche Prüfung ist auf Montag, den 3. November, von 9 Uhr Morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr Nachmittags festgesetzt.

Die chemische Analyse, die toxicologische Operation und die pharmaceutischen Präparate finden vom 4. auf den 6. November statt.

Die mündliche Prüfung des Hrn. *Prüssen* ist festgesetzt auf Freitag, den 7. November, um 3 Uhr Nachmittags, und diejenige des Hrn. *Schröell*, auf Samstag, den 8. November, um dieselbe Stunde.

Luxemburg, den 14. October 1902.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Ackerbauschule.

Durch Großh. Beschluß vom 14. October c. ist Hr. M. *Buchler*, Repetent an der Ackerbauschule zu Ettelbrück, provisorisch zum Professor 2. Klasse an derselben Anstalt ernannt worden.

Luxemburg, den 18. October 1902.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.